

évidente. Une grève illimitée dans un centre EDF sur une revendication à caractère national était grosse d'une extension rapide. Or la position de cette fédération dans cette période dominée par le programme commun de la gauche et la préparation des législatives est connue. Un peu d'agitation pour montrer sa force, pas de trop pour ne pas troubler le climat électoral et effrayer les électeurs bourgeois éventuels.

De plus chacun savait qu'un « gauchiste » était à la direction du syndicat de Brest. Dieu et toutes les personnes raisonnables savent combien sont dangereux ces individus. Cette méfiance s'accroît considérablement lorsque est connue l'élection du comité de grève. Ainsi la grève échappait aux ordres des fédérations, il fallait agir avec souplesse. En fait, les fédérations ne pensaient pas que ça irait très loin.

Au fil des jours, l'inquiétude grandit et les coups de téléphone se firent plus nombreux. Ceux qui parvenaient de la CGT au comité de grève se feront plus pressants et commenceront à conseiller la « prudence ».

Puis débarquèrent à Brest le secrétaire général de la fédération CGT et un secrétaire fédéral de la CFDT venus sur place pour apporter « leur aide ».

Le responsable CFDT eut tout au long une attitude ambiguë. Il reconnaissait l'autorité du comité de grève, mais s'affirmait en permanence d'accord avec le secrétaire de la CGT.

L'attitude du secrétaire de la CGT fut beaucoup plus claire. Comme il a déjà été indiqué auparavant, sur pression des fédérations, nous avons accepté de siéger en C.M.P. sur la promesse qu'en cas d'échec de cette réunion l'action s'étendrait au plan national. Ce C.M.P.

dura 1/2 heure et fut un échec. Le soir même débarquait le secrétaire de la CGT. Après une longue discussion avec les responsables locaux de la CGT, il décidait, tard dans la nuit, qu'il fallait durcir la grève.

Le lendemain matin les 2 secrétaires fédéraux participèrent à une entrevue des grévistes avec la direction et le patron fut secoué d'importance par le secrétaire de la CGT qui interrompit la « discussion ». Il téléphona sur le champ à la direction CGT de la région ouest de l'EGF pour que soit immédiatement prévue une grève régionale de 24 heures. Ensuite, il téléphona au directeur général de l'EDF à Paris et tout changea.

Jusqu'à ce moment, les grévistes étaient convaincus de la volonté des fédérations de durcir la grève. Après ce coup de téléphone à la direction générale et devant sa réponse, que nous ne connaissons d'ailleurs pas, mais qui était un refus de pousser très loin l'embauchage, ils pensaient que la grève allait s'étendre, que l'épreuve de force allait s'instituer au niveau national. En fait c'est ce qui avait été promis.

Mais de cela il n'en était plus question. Dès l'après-midi, l'ordre était donné au bureau syndical de la CGT d'orienter vers la reprise. Mais il y avait ce fameux comité de grève et le bureau syndical le reconnaissait comme la direction de la grève et de plus refusait de défendre l'idée de la reprise avant d'avoir arraché le maximum par l'action.

Le problème était insoluble et ne fut résolu que lorsque la victoire fut arrachée, 6 jours plus tard.

Une autre manière utilisée par les fédérations, au moins par la CGT, pour briser la grève : empêcher que ne se développe la solidarité financière des autres centres EGF. Facile à réaliser, il suffit de faire passer tous les fonds collectés par la trésorerie fédérale qui bloque l'argent

tant que dure la grève. Mais même après la grève, c'est dangereux. Si en effet il était possible de verser intégralement les salaires des grévistes au travers de la solidarité, ça serait un encouragement pour une prochaine grève. Donc plus de collectes et même dans certains cas, les sommes collectées ont été rendues à ceux qui les avaient versées. La fédération CFDT ne semble pas avoir utilisé ces méthodes mais actuellement encore, 3 semaines après la reprise du travail, les rentrées d'argent sont insignifiantes.

Deux grèves régionales de 24 heures dont l'une lancée par le secrétaire de la CGT lui même, subirent un avortement libre et gratuit sans doute à la suite de coups de téléphone parallèles.

Ce type de grève et sa forme d'organisation ne pouvaient être acceptés par les bureaucrates surtout dans le contexte actuel. Il était évident que tout serait fait pour l'empêcher d'aboutir.

### Les suites de la grève

La grève a été sur le plan revendicatif un succès non seulement sur le plan local (54 postes créés sur les 64 revendiqués) mais a promis de changer la politique de la direction générale en matière d'effectifs.

Il n'y a plus d'effectifs « budgétaires ». Chaque chef de centre peut maintenant embaucher le personnel qui lui est nécessaire au bon fonctionnement des services, dans le cadre de la politique générale de EGF. Cette autorisation permet l'embauchage de quelques 2 500 agents supplémentaires pratiquement sur simple demande.

Il est évident aussi que si tous les centres par leur action obtenaient les mêmes résultats que celui de Brest, c'est environ 10 000 emplois nouveaux qui seraient créés.

Mais les résultats les plus intéressants de la grève de Brest se font sentir dès maintenant. Un peu partout en France des mouvements allant de 24 heures à plus d'une semaine, éclatent un peu partout : Nantes, St Brieuc, Tours, Melun, etc... partout étroitement contrôlés mais impossibles à empêcher. Les centrales thermiques à leur tour se mettent en branle.

Le plus bel exemple est celui de la centrale thermique de Cordemais (près de Nantes) qui décroche 21 postes en 4 jours de grève. La grève de Cordemais a été organisée sur le modèle de celle de Brest. Le wagon est sur les rails, il faut tout faire pour qu'il avance vite.

### Le contrôle ouvrier ?

Une nouvelle expérience est en cours tant à Brest qu'à la centrale de Cordemais. Les comités de grève élus se sont transformés en comité de coordination et de contrôle de l'application des accords arrachés.

Il est impossible de dire combien de temps durera cette expérience, ni le niveau qu'elle atteindra. Ceci dépend pour beaucoup de la situation générale dans le mouvement ouvrier et de la mobilisation que nous serons capables de maintenir localement.

A Brest le rôle de ce comité avait été défini clairement dès la fin de la grève. Contrôler tous les chiffres de la direction, contrôler les cadences de travail, contrôler la répartition des nouveaux embauchés dans les secteurs, contrôler les horaires.

Mais dès la première réunion le secteur d'intervention s'est élargi. Le comité contrôle l'attitude des agents de